

Bonjour à toutes et tous

En premier lieu merci à vous d'avoir répondu à notre appel

Merci à la population qui est là pour nous apporter son soutien avec une pensée particulière pour les patients hospitalisés malgré les perturbations que ce rassemblement pourrait leur occasionner.

Je suis persuadée qu'ils savent très bien que nous sommes là pour eux.

Merci aux collègues d'être là pour défendre l'intérêt de la population que nous prenons en charge quotidiennement, bon an mal an, malgré le découragement, l'épuisement physique et moral face à la dégradation de nos conditions de travail et les réorganisations permanentes que nous subissons de plein fouet.

Nous en sommes en souffrance à la polyclinique de l'ormeau, la santé est en souffrance en France.

Les dernières annonces de fermetures de lits prolongées au moins jusqu'à la fin de l'été et la fermeture de notre service des urgences est tombé comme un coup de massue et suscite colère, tristesse, indignation et incompréhension.

Choisissons-nous nos métiers pour ne devenir que des pions interchangeables servant de POOL de remplacement géant ? Choisissons-nous nos métiers pour voir se fermer de plus en plus de lits faute de personnel ? choisissons-nous nos métiers pour voir nos collègues démissionner les unes après les autres ? Choisissons-nous nos métiers pour ne plus avoir les moyens d'être humainement auprès des patients ?

Nous avons des patients en oncologie en soins palliatifs en médecine en chirurgie en service de soins de suite et réadaptation qui ne peuvent plus être hospitalisés faute de lits.

Les patients ne vont-ils plus être malades cet été ? C'est ce que nous leur souhaitons mais nous savons très bien que les besoins sont là. Que le maintien à domicile ne peut être la seule alternative. Que les familles ont besoin de répit et de nos structures pour pouvoir souffler.

C'est inacceptable et nous sommes là pour le dénoncer. Nous sommes là également car nous avons besoin de comprendre ce qui est en jeu pour notre établissement et les informations données par la direction aux représentants du personnel ne nous satisfont pas et ne nous permettent pas de comprendre quelles sont les orientations que la direction compte prendre pour la

polyclinique. Quelles sont les décisions qui sont de son fait ou de celui-ci du groupe Elsan ou qui sont dépendantes de discussion avec l'ARS ?

Quelle part pour notre établissement dans l'offre de soins demain et surtout quelle offre de soins demain pour la population des Hautes-Pyrénées. Ces inquiétudes sont partagées par toutes et tous y compris le corps médical que nous avons contacté avec la volonté d'ouvrir un dialogue et un échange sur l'analyse de la situation et les pistes de solutions.

Il leur appartient maintenant de bien vouloir engager un dialogue partagé et constructif

Sur la fermeture des urgences de la polyclinique, quelle assurance avons-nous que cela permettra de résoudre la problématique des urgences de Bagnères-de-Bigorre ? Rien à ce stade ne nous permet d'y répondre ? Quelles certitudes avons-nous que cela ne soit que temporaire ? Que les Tarbaises et Tarbais ne perdront pas définitivement un service d'urgences ? Quel avenir pour le personnel médical et paramédical de ce service ?

Quel impact sur nos emplois ? Dans quelle condition les agentes et agents de l'hôpital de Tarbes devront-ils accueillir et prendre en charge la population qui n'aura plus accès qu'à un seul service d'urgence à Tarbes.

Or l'accès aux urgences c'est aussi, alors que la médecine de ville se désertifie, un moyen d'accès aux soins pour les plus démunis qui ne peuvent se payer les tarifs pratiqués à la maison médicale.

Si cette décision a été prise par l'ARS quelle compensation va-t-elle octroyée à notre établissement qui va perdre une activité importante ? Quelle organisation pour assurer l'accueil la nuit des parturientes et des patients suivis à la clinique ? Autant de questions laissées sans réponse aujourd'hui.

Ce que nous défendons avec la population c'est le maintien de l'ensemble des services d'urgence et de l'offre de soin sur notre département.

Sur les autres fermetures de lits de médecine et de chirurgie qui se prolongent depuis ce printemps

Quelles sont celles décidées par l'ARS ou par la direction ?

Quelles en sont les raisons ? De nouvelles orientations stratégiques de l'offre de soins sur le département en discussion avec l'ARS ?

Le manque de personnel comme nous l'a expliqué la direction ?

Quelles décisions la direction comptent-elle prendre afin d'être en capacité de rouvrir l'ensemble des lits et permettre aux praticiens d'exercer leur activité et la prise en charge des patients. Quelle assurance la direction peut-elle nous apporter qu'arrivée au mois de septembre nous pourrions à nouveau maintenir l'ensemble des activités de soins, absorber les retards de prise en charge sans augmenter de manière inacceptable la charge de travail que nous devons assurer.

Nous avons alerté la direction à de nombreuses reprises sur les choix de gestion purement financière qui n'ont eu de cesse de faire fuir le personnel. La direction se réfugie derrière des problèmes de difficultés d'ordre national accentué par la crise sanitaire, mais d'autres choix managériaux auraient permis d'éviter au niveau de l'établissement la fuite du personnel, au moins la diminuer. Lorsque qu'il y a au niveau national des difficultés de recrutement on prend toutes les mesures pour soigner son personnel et éviter de le perdre.

Pour que nous puissions soigner les autres, prenez soin de nous.

Des solutions existent et sont réalisables. Afin d'enrayer la fuite de personnel, l'absentéisme lié aux arrêts maladie, aux accidents de travail et donner de l'attractivité à nos métiers et à notre établissement, il s'agit de répondre aux justes revendications et attentes du personnel. Les négociations annuelles obligatoires ont démarré, il est de la responsabilité de notre direction et de son pouvoir d'y répondre.

Reconnaissance salariale, amélioration des conditions de travail, formation professionnelle, investissement matériel.

Notre établissement comme d'autres a bénéficié de la garantie de financement octroyé du fait de la crise sanitaire afin qu'ils ne soient pas en difficulté alors qu'ils devaient restreindre leur activité. Cela a permis à notre établissement d'avoir un résultat positif. Il nous semble indécent que ce résultat puisse être reverser sous forme de dividende à la holding Elsan. Cette garantie de financement doit servir à la force de travail pas au capital. Pas de profit sur la pandémie.

Il est également de la responsabilité de notre ministère d'en finir avec les politiques d'austérité, les fermetures de lits, et de faire en sorte que toutes et tous partageant les mêmes métiers aient les mêmes salaires, qu'il n'y ait plus d'oubliés du « Ségur 1 » et le « Ségur 2 » pour toutes et tous en même temps.

Nous ne lâcherons pas et nous continuerons à nous battre pour défendre nos emplois, nos métiers et le maintien de l'ensemble de l'offre de soin sur notre territoire.

Des rencontres en préfecture sont programmée dès la semaine prochaine et à la rentrée, des négociations sont en cours, vous serez régulièrement informés des avancées et des réponses que nous obtiendrons et nous vous inviterons à vous battre à nos côtés chaque fois que cela sera nécessaire.

Parole à Wilfried Zapparoli puis départ en manifestation jusqu'au site ormeau Pyrénées où nous demanderons à notre directeur s'il veut bien venir nous donner des éléments de compréhension et sa vision de l'avenir pour notre établissement